L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 MARS 1872.

45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 15 MARS.

VÉRITÉS A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Sloss & Bros., à leur salle d'encan, No. 16 rue de Chartres—Estien, orfèvre et bijoutier. Par Hoffman, Marks & Co., au No 26 de la rue de Chartres—Imprimés de chambres, "scènes" et articles de fantaisie.

Par Placide J. Sporer, dans le Passage de la Bourse, devis Diamne et Nouvelle-Orléans.

☞ Faites imprimer vos factures, Cartes, etc., et faites faire vos reliures au Peuple Printing Office," 119 et 114, rue Povdras.

THEATRES.

Aujourd'hui, Vendredi.

ACADÉMIE — Les Voleurs et The Happy Pair.

St. CHARLES—Fritz.

VARIÉTÉS—Hamlet.

Le Nouveau Parti et son Organe.

Notre estimable confrère, le *Picayune*, entreprend de défendre le nouveau parti que vient en tête de former d'honorables citoyens, partisans des réformes, contre les objections présentées par l'*Abeille*. Nous venons de relire les trois derniers numéros du *Picayune* afin d'y chercher, premièrement les vues propres de notre confrère au sujet du nouveau parti, et ensuite, les raisons qui peuvent faire considérer nos objections comme irréfléchies et sans fondement.

Nous avons été frappé, tout d'abord, de la confusion qui règne dans les expositions faites par notre confrère sur les vues et l'objet du nouveau parti, et de la contradiction qui existe entre certaines de ses idées et le programme récent du parti dont il est l'organe. Avant de critiquer nos objections avec une sévérité inaccoutumée et dont nous avons le droit de nous étonner, l'écrivain dont nous parlons, aurait dû commencer par se mettre lui-même d'accord avec le programme de son parti.

Or, dans le numéro de mardi dernier qui contient le programme, dont nous avons signalé hier le point le plus saillant, nous trouvons un article intitulé "La Ba-e de l'Harmonie" et qui renferme le passage suivant :

L'association politique des deux races est une chose : leurs relations et leurs transactions particulières en constituent une autre. D'une part les populations se connaissent ou se séparent, sont en harmonie ou en antagonisme par la force d'importantes considérations publiques. D'autre part, ils s'associent ou sont séparés par la force des goûts et des habitudes personnelles dans le sens soit de l'affinité soit de l'antipathie ; et ces goûts et ces habitudes, produit de plusieurs siècles, s'ils ne sont pas parmi les justiciers naturels qu'on aurait désirés, sont des faits positifs qu'on ne peut faire disparaître en un moment soit par des dénonciations soit par des exhortations ; ils occupent une sphère à laquelle ne peuvent atteindre les mesures législatives, *et on fairc le sujet de dispositions coercitives égales serait outrageant* pour toutes les races, toutes les classes, et détruire la paix et porter atteinte à l'humanité de la société. S'ils doivent finir par disparaître, le temps seul peut et il doit inévitablement accomplir cette œuvre ; par conséquent pouvoir législatif et révolution politique.

Voici des idées clairement exprimées, et qui se résument ainsi : la question des relations sociales ne peut et ne doit pas être l'objet de mesures coercitives légales. Comment notre confrère, avec lequel nous sommes complètement d'accord sur ce sujet, peut-il donc endosser l'Adresse publiée dans le même numéro du *Picayune* et dans laquelle le comité déclare accepter comme un fait acquis les lois dites d'égalité sociale passées depuis trois ans par la législature ?

Pour nous, c'est là le véritable programme du nouveau parti, et ce programme nous le répétons est celui de M. Sumner et des républicains extrêmes. Nous ne connaissons pas l'intrition que le *Picayune* nous prête dans son numéro d'hier.

La partie de l'Adresse dans laquelle il est dit que les réformistes veulent faire triompher "la vertu sur le vice" a certainement notre approbation ; mais chaque parti a la même prétention ; et, tout en admettant son entière sincérité dans le cas dont il s'agit, nous n'avions pas à la considérer comme la partie politique du programme.

Quant à la question de savoir si la partie de la réforme est un tiers parti ou un parti qui n'en est pas un — no party party, expression qui a offensé notre confrère — nous devons en chercher la solution dans l'Adresse et dans le *Picayune* lui-même.

Que dit l'Adresse ? — Le parti que nous formons maintenant — pour un objet bien défini — ne sera pas en réalité un tiers parti.

Que dit le *Picayune* dans l'article même où il se plaint de l'expression "No party party" il ajoute : "Le peuple ne sait trop tot apprendre que sa véritable et légitime souveraineté, l'essence de tout ce qui est d'une importance salutaire pour son droit à la liberté de penser et d'agir, se trouve en dehors des partis."

Mais laissons toutes ces questions de mots de côté. Si le comité de la réforme n'avait pas assumé la solution de la question politique importante qui divise les républicains et les républicains, celle des lois dont l'objet est d'imposer l'égalité sociale par coercition, nous en serions compris son appel aux hommes vertueux des deux partis pour la formation d'une ligne de réformes purement locales. Mais cet appel n'a plus de valeur en moment où l'adresse tranche absolument la question qui sépare les deux partis et se place ainsi sur le terrain politique déjà pris par les républicains en antagonisme avec les démocrates.

Nous n'avons, en ce qui nous concerne, aucun parti pris d'objection ou de résistance au mouvement de la réforme ; nous sommes prêts à faire tous les sacrifices de personnes ou de nous dans l'intérêt de l'obtention des réformes, mais non à sacrifier les principes fondamentaux que nous avons toujours soutenus et qui sont la garantie de nos libertés les plus sacrées. Bref, nous voulons pas déserter le camp de la démocratie pour aller nous ranger sous la bannière ah républicanisme exagéré.

Sur le terrain des réformes nous sommes prêts à nous entendre, sur celui des questions politiques nous demandons que chacun soit libre de rester attaché aux principes qu'il considère comme seuls légitimes.

Que le comité de la réforme et le *Picayune* se mettent d'accord sur un programme acceptable pour tout le monde et une rentrera plus à régler qu'une affaire d'organisation pratique qui ne saurait offrir de grandes difficultés.

LOTTERIE DE L'ETAT DE LOUISIANE.—Le grand tirage de cette loterie aura lieu demain samedi 16 du courant, à la séance du matin, au local de la Compagnie. Le lot capital est de $40,000 ; le nombre des billets est de 20,000 et le prix du billet est de $20 seulement. Le public est invité à assister au tirage. Hommes vous qui pouvez acheter un billet, puisque avec votre somme de $20 ils ont la chance de gagner la forte somme de $40,000 ! C'est donc là un argent bien placé. Ne vous il pas mieux le mettre là qu'un bénéfice énorme peut en résulter que de le dépenser en plaisirs ou en entreprises douteuses, n'offrant que de minimes chances de gain qu'un chiffre de gain impossible à calculer. La Loterie de la Louisiane a fait ses preuves, et les amateurs de jeux de hasard peuvent avoir toute confiance dans cette institution.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à pointe de chainette. Elle se vend au No 103, de la rue du Canal.

CHAUX, CIMENT, ETC. — Nous recommandons aux entrepreneurs et constructeurs de bâtisses, aux maçons et aux peintres badigeonneurs, l'annonce de M. Octave Forstall, rue des Magasins 90, qui a toujours à vendre de la chaux, du ciment, du plâtre de Paris, des briques à feu, des peintures, huiles, pinceaux, bronzes, etc. M. Forstall a aussi en magasin tous les articles nécessaires pour l'équipement des navires, et toutes fournitures de marine.

PATENTE D'ALLEN AMÉLIORÉE.—Des machines précieuses pour la culture des champs à canne et pour l'agriculture en général, des machines pour moissonner et faucher, des distributeurs de guano, des plantoirs pour le maïs et le coton et toutes autres instruments d'une utilité évidente pour chaque planteur. Voyez l'annonce.

EUGÈNE TRASTOUR.— Le 5 mars dernier s'éteignait à la Nlle-Orléans, à l'âge de 36 ans, un musicien dont le nom doit être ajouté à la liste des Louisianais qui ont fait honneur à notre Etat dans le monde musical. Nous voulons parler d'Eugène Trastour de Varano. Après avoir fait de bonnes études musicales et s'être assimilé les méthodes des maîtres, Eugène Trastour se fit connaître, comme pianiste et comme compositeur, et il donna tous ses soins à la tâche ardue de l'enseignement musical. Il publia, à New York, en 1864, des "Rudiments de musique à l'usage des professeurs et de leurs élèves" et cet ouvrage, qui a le mérite de simplifier l'étude de la musique, obtint l'approbation du pianiste louisianais Gottschalk et d'autres juges compétents. En 1866, Eugène Trastour fut nommé professeur de science musicale à l'Université de New York, et de nombreux extraits de journaux que nous avons sous les yeux attestent la haute estime en laquelle il était tenu, dans la ville de New York, comme pianiste et comme professeur. Nous apprenons qu'un service funèbre doit être célébré comme un hommage que les artistes de la Nlle-Orléans veulent rendre à sa mémoire.

LECTURE DE M. DUGUÉ.—C'est ce soir, à 7 heures, que M. C. O. Dugué, cédant au désir exprimé par ses amis, lira, dans une séance publique, quelques passages de son poème, *Homo*, auquel des juges compétents attribuent un grand mérite littéraire et philosophique. La légère contribution—50 cents—que devront acquitter les spectateurs, est destinée à défrayer en partie les frais de publication de l'ouvrage. M. Dugué est un de nos Louisianais les plus distingués ; doué d'une belle intelligence et d'un noble cœur, il a fait de l'une et de l'autre l'usage le plus honorable dans les différentes carrières qu'il a successivement parcourues. Comme journaliste, comme professeur et comme magistrat, il s'est montré irréprochable en n'obéissant qu'au sentiment du devoir. Comme littérateur, le poème qu'il se propose de publier, si ses compatriotes lui viennent en aide, donnera la mesure de son talent, qui s'est déjà manifesté dans des œuvres d'une moindre portée, et auquel, pour notre part, nous nous sommes toujours empressés de rendre hommage.

La lecture de ce soir aura lieu dans la salle du Club Harmony, à l'angle de la rue Bienville et du Passage de la Bourse.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — L'Opéra fait demain, la reprise de l'une des œuvres les plus vives de l'école bouffe italienne, le *Don Pasquale* de Donizetti. Les rôles sont distribués ainsi : Louise, Mme Duval ; Don Pasquale, M. Perie ; Octave, M. Blum ; Le Docteur, M. Solve.

L'affiche annonce pour dimanche : *La Juive*, grand opéra en cinq actes.

Mardi prochain, aura lieu la représentation au bénéfice de Mlle Levielli. Nous nous bornons, pour aujourd'hui, à annoncer au public la date de ce bénéfice qui est celui de l'une des artistes les plus remarquables qui aient jamais paru sur notre scène, et dont le talent supérieur est sympathique à tous sans exception. Mlle Levielli donne les *Huguenots*. Ceux qui veulent assister à cette représentation feront bien de passer en toute hâte au bureau de location.

SOCIÉTÉ DE MUSIQUE CLASSIQUE. Cette Société donnera dimanche, 17 mars, sa douzième séance à grand orchestre, sous la direction de M. G. COLLINON. Nous publions dans une annonce le programme de cette séance, programme on ne peut plus intéressant pour les vrais musiciens, car il contient les spécimens les plus brillants des compositions de Beethoven, Mozart, Mendelssohn et Weber.

FOIRE D'ETAT. — Nous appelons l'attention du public sur une annonce relative à la sixième grande Foire d'Etat de la Louisiane, qui commencera le 24 avril prochain aux Fair Grounds et qui durera sept jours, c'est à dire jusqu'au 30 inclusivement. Les livres d'entrée pour tous les objets destinés à faire partie de l'Exposition sont déjà ouverts au bureau de l'Association Mécanique et Industrielle.

BUCKEYE OIL WORKS Co. — On verra par un avis dans cette feuille, que la Direction de cette Compagnie a déclaré un dividende de dix pour cent, payable aux actionnaires, à partir du 1er avril. La Compagnie dont le capital social souscrit et payé est de $ 250,000, a commencé ses opérations dans les premiers jours de novembre 1871, on voit qu'elle a déjà doublement réalisé après résultats. Le président de la Compagnie est M. Jules Aldige et les directeurs sont MM Paul Aldige, Ch Cavaroc, P. S. Wills et F. Condon.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre sans faire un examen attentif de la machine "Domestic", 103 rue du Canal, chez M. S. Hedrecks.

☞ C'est ainsi que de bonnes choses que nous accomplissons quand nous recommandons l'usage du Baume aux Navets Indiens, arrêt douleur, vraiment extraordinaire, a déjà fait de nombreux miracles dans le traitement des affections de poitrine. Mais on ne saurait trop le faire connaître, et nous engageons toutes les familles qui n'en ont pas encore usé, à s'en procurer au plus tôt le " Baume aux Navets Indiens " parfaitement sûr le mal a sa naissance.

LE PLAN DE M. THIERS.

On lit dans le *Journal des Débats* :

Plusieurs journaux parlent de la dernière réception de M. Thiers et racontent avec plus ou moins de détails les conversations qui ont été échangées entre plusieurs députés ou entre des députés et M. Thiers. Un député du centre droit aurait motivé son adhésion au manifeste en disant qu'il faut se préparer à toute éventualité, sur quoi le président aurait répondu que c'était une division que de demander au gouvernement de se prêter au rôle de pis-aller ; que chacun était libre de son opinion et pouvait chercher la faire prévaloir, mais à la condition de prendre la responsabilité de ses paroles ; qu'on ne pouvait pas dire à un gouvernement qu'on le mettrait de côté dans six mois, dans trois mois ou dans huit jours ; que, si députés qui croyaient en majorité n'avaient qu'à faire la majorité s'ils le pouvaient.

Quant à lui, le président, il savait bien qu'il pouvait compter la Chambre en deçà s'il le voulait et gouverner avec la moitié de la Chambre, mais qu'il ne le voulait pas par patriotisme. La conversation a été, assure-t-on, fort courtoise pour le reste, et un député du centre gauche ayant parlé de quelques expressions du manifeste, un député du centre droit répliqua qu'on ne pouvait pas et qu'on ne devait pas parler d'un texte qu'on ne connaissait pas et qu'on ne connaîtrait pas, car il était dans l'intention des signataires de ne pas le publier.

—*L'Avenir*, qui vient d'être suspendue en même temps que le *Gaulois*, était gratuitement envoyée, comme moyen de propagande, à grand nombre d'officiers et aux curés.

CHRONIQUE LOCALE.

L'ACADÉMIE MODERNE CHRÉTIENNE. Les précédents dans cette affaire F. H. Pitchlynn, F. Z. Cantonge, Paul Dunbar et E. Butler, ont comparu hier devant la cour criminelle et ont été déclarés qu'ils n'étaient pas coupables, En conséquence, ils ont été mis en liberté. Le caution, Earnest Alex, rue Bienville, No 15, a signé une caution de $1500 pour Cantonge ; le sénateur A. E. Barker, rue du Canal, a donné la même garantie pour le sénateur Butler ; F. Egan, au coin de la Marigny et Dauphine, a répondu pour Pitchlynn et Paul Dunbar a pour répondant F. C. Antoine, rue d'Hour, a.

SAISIE. — Les autorités de la Douane font saisir un petit lot d'articles appartenant au steamer *Vandalia*, trois caisses de brandy, 30 bouteilles de cigares smoking et un petit lot d'habitudes de cigares qui avaient été enlevés du navire, on ne sait par qui. Ces marchandises n'ont été saisies que parce qu'elles n'étaient pas sur le manifeste.

DUEL. — Un duel a eu lieu hier matin, à environ deux milles au-dessous de la maison de jour, dans la paroisse St-Bernard, entre deux chefs de police de cette paroisse, Philippe Butterel et Joseph Cantrel. Ils se sont battus avec des fusils de chasse, à la distance de 30 pieds. Cantrel a été légèrement blessé à la cuisse. M. Cantrel n'a pas été touché. Ils ont été arrêtés toutefois deux et condamnés par le juge Treas à payer une amende de $1 00.

AUTRE ACCIDENT D'HUILE. Mercredi soir, chez feu T. Delaunay, rue à huile de charbon a fait explosion chez M. Nathaniel Lacoey, rue d'Orléans, No. 886. Mais les flammes n'ont été que momentanément étouffées, il n'en est résulté aucun dommage.

ACCIDENT DE BATEAU A VAPEUR.—Le bateau à vapeur *May Flower*, parti pour la Rivière Rouge, est revenu ce jeudi matin, considérablement endommagé. Une explosion lui avait causé de grave avaries. Heureusement personne n'a été tué. L'accident est arrivé à 100 milles au-dessous de Natchez.

SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE
DES RÉSIDENTS FRANÇAIS DE LA LOUISIANE.
Avec le concours des Amis de la France pour la délivrance du Territoire Français.

Quelques centaines de souscripteurs ont déjà répondu à l'appel qui leur a été adressé ; il y a encore quelques milliers de résidents français sur le concours desquels nous comptons pour grossir le chiffre de la souscription qui s'élève en ce moment à $10,060 27.

Nous citerons comme un exemple à suivre les souscriptions fournies par une branche particulière d'industrie, celle que nous pouvons appeler le département de la bouche ; voici le résumé des contributions qu'il a déjà versées :

Restaurant Cosmopolitain	$143 00
Confiserie Dupleux & Bonnecaze	74 00
Restaurant Victor	103 00
Restaurant des Etats-Unis	108 25
Souscriptions des cuisiniers au Café des Américains	112 00
Restaurant Moreau	60 00
Total	$604 25

Hier, nous avons reçu d'une autre industrie, celle de la laiterie, un premier versement de deux cents piastres, avec l'assurance que l'Association des Laitiers pense bientôt pas là et qu'elle ferait mieux encore. Nous prenons bonne note de la promesse. Les laitiers sont nombreux et actifs, industrieux, et ils trouveront à donner encore une fois *leur pourcent* de leur patriotisme.

Nous espérons que les autres industries exploitées par des résidents français, la boulangerie, la boucherie, etc., etc., nous donneront bientôt de leurs nouvelles. La noble émulation qui se produit en France et dont nous citons chaque jour tant d'exemples, doit se faire sentir également dans la colonie française en Louisiane. Que chacun fasse preuve d'initiative sans attendre qu'un voisin vienne solliciter sa contribution, et la souscription marchera rapidement. A l'œuvre donc !

Notre journée d'hier a été bonne, comme on le verra par la liste ci-dessous.

SOUSCRIPTIONS RECUEILLIES AU BUREAU DE L'ABEILLE.
14 mars 1872.

Association des laitiers de la Nouvelle-Orléans, de la caisse, par ordre du président $200 00

Liste du restaurant Moreau, rue du Canal No 203 (en tout $60,000) :

Jules Sabrier	10 00
Benoist Pasquier	10 00
C. Fontaine	10 00
Farjot	5 00
Thomas Closeman	5 00
Fritz Ansel	5 00
Pierre Tête	1 00
François Ducios	1 00
Marette	1 00
Exzeo François	1 00
L. [illegible]	10 00
Cash	1 00
F. Tujague	25 00
Madame Tujague	20 00
Clotilde Tujague	5 00
Madame Kitzinger (plus $1 par mois jusqu'à la libération du territoire)	5 00
Clémence Kitzinger	5 00
Auguste Kitzinger	10 00
Total	$380 00
Listes précédentes	7,975 02
Total des listes de l'*Abeille*	$8,305 02
Autres listes encaissées par le trésorier	2,305 25
Total général	$10,060 27

Nous avons eu le plaisir de recevoir hier la visite de M. F. Tujague, le zélé vice-président de la Société Française, qui est de retour d'un voyage d'affaires au Nord. M. Tujague nous a apporté sa contribution et celle des membres de sa famille à la souscription française. M. Tujague avait été nommé, en son absence, l'un des vice-présidents du comité, et comme il est un des champions les plus ardents de la cause il apportera un concours très utile à ses collègues.

La souscription en France.

Nous lisons dans le *Journal du Havre* :

La souscription patriotique ouverte dans notre ville, pour la libération du territoire, continue à donner les résultats les plus satisfaisants, grâce à la libéralité de nos concitoyens, et grâce aussi, nous sommes heureux de le constater, à l'heureuse organisation qui préside à ses généreux efforts.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, dès le début, les souscriptions de vingt sept membres du comité dépassaient cinq cent mille francs, et la souscription publique, ouverte dimanche, ajoutait à ce chiffre plus de quatre cent mille francs pour la première journée. Le million était dépassé ; enfin, la troisième, un atteignait un million quatre cent cinquante mille francs. En somme, la proportion numérique des habitants du Havre au total de la population de la France, cet éloquent chiffre de souscriptions havraises correspond à une souscription générale de 700 millions.

La quatrième liste que nous publions plus haut, s'est élevée à 271,200 mille francs, et nous sommes informés qu'hier encore, on a recueilli 110,000 francs ; ce qui porte le chiffre total des souscriptions jusqu'à ce jour, au-delà de 1,520,000 fr.

La population ouvrière a, jusqu'ici, été peu sollicitée, l'organisation de sa souscription demandant plus de temps ; mais elle ne veut pas rester en arrière : elle commence à s'occuper de la question et à offrir un jour de travail par mois, une semaine par an. Les chefs d'atelier songent à aider le mouvement, quand la prospérité de leurs affaires leur permet de forcer la production ; dans ces circonstances, ils sont disposés à accorder aux ouvriers une demi-heure de travail de plus par jour.

On s'occupe aussi d'organiser la souscription dans les campagnes ; là on demandera des dons en nature, toujours plus faciles à obtenir que la pièce blanche, de la sacoup de moindre importance pourtant.

Si cette organisation se généralise, on atteindra des résultats merveilleux.

M. le comte Charles Greffulhe et M. le comte Henri Greffulhe ont souscrit chacun pour une somme de 100,000 francs, et cette somme de 200,000 francs, montant de leurs souscriptions réunies, a été mise à la disposition immédiate des comités de Meaux et de Provins (Seine-et-Marne).

Mme veuve Marc Lefebvre, 105 rue du Bac, souscrit pour 20,000 fr. comptant, et s'engage à verser 100,000 fr. quand la souscription atteindra 200 millions ; 50,000 fr. quand elle atteindra 500 millions.

M. le baron Alfred de Bussierre, directeur de la Monnaie, membre du comité général, souscrit, pour 50,000 fr. M. le vicomte Paul de Bussierre, ancien directeur général de Colmar, souscrit pour 10,000 francs.

La liste du *Temps*, à Paris, s'élève à près de 400,000 fr.

A Valenciennes, les versements sans conditions dépassaient, le 20 février, la somme de 110,000 fr. ; les engagements conditionnels, celle de 40,000 fr.

Dans la Sarthe, une petite ville de 3,000 habitants, Saint-Calais, qui a été pillée, brûlée et épuisée par l'armée entière de Frédéric-Charles, a trouvé encore plus de 10,000 fr. à offrir, en espèces sonnantes, à l'œuvre de la délivrance, sans compter les souscriptions conditionnelles.

Verdun.—Au 20 février, la souscription atteignait 120,000 fr.

On a recueilli déjà plus de 200,000 fr. à Nevers.

La petite ville de Brioy, de 1,800 habitants, a déjà souscrit 27,388 fr. 70 c.

Une souscription remarquable entre toutes est celle d'une humble commune du canton de La Chapelle, Frondefrères, dont la population n'excède pas 400 âmes et qui verse, pour sa part, la somme relativement énorme de 30,000 fr.

Le comité des dames de la ville de Montereau-Fant-Yonne a reçu, par souscriptions faites à domicile, la somme de 31,346 fr. 75 c. La population de Montereau est de 6,500 habitants et essentiellement ouvrière.

A Angoulême, les journaux constatent un total de 450,000 francs réunis le 20 février.

A Tours, 232,000 francs à la date du 21 février.

A Lorient, le total des souscriptions est de 400,000 fr.

A Calais, il est de 110,000fr.

A Brest, il dépasse 100,000 fr.

A Caen, 180,000 fr.

A Bochor, Bartiault, Delacour, de Ballaray, de Wits, Delorme, de Saint-Pierre, Target et d'Harcourt, députés du Calvados, ont souscrit chacun pour une somme de 4,000 fr.

Dieulefit (Drôme)—Dans cette petite ville de 3,000 âmes, 22,050 fr. ont été recueillis en deux jours.

Nous lisons dans la *Vigie de Dieppe* :

Les dames du comité de la souscription patriotique pour la délivrance du territoire, ont travaillé jusqu'à ce jour le samedi de 1 à 5 heures.

Le théâtre des Bains-de-Mer devait donner au bénéfice de l'œuvre jusqu'à demain dimanche, mais on a reconnu qu'il était impossible de prendre la responsabilité de ces représentations, qu'on ne pouvait pas dire à un gouvernement qu'on le mettrait de côté dans six mois, dans trois mois ou dans huit jours ; que, si députés qui croyaient en majorité n'avaient qu'à faire la majorité s'ils le pouvaient.

Quant à lui, le président, il savait bien qu'il pouvait compter la Chambre en deçà s'il le voulait et gouverner avec la moitié de la Chambre, mais qu'il ne le voulait pas par patriotisme. La conversation a été, assure-t-on, fort courtoise pour le reste, et un député du centre gauche ayant parlé de quelques expressions du manifeste, un député du centre droit répliqua qu'on ne pouvait pas et qu'on ne devait pas parler d'un texte qu'on ne connaissait pas et qu'on ne connaîtrait pas, car il était dans l'intention des signataires de ne pas le publier.

—*L'Avenir*, qui vient d'être suspendue en même temps que le *Gaulois*, était gratuitement envoyée, comme moyen de propagande, à grand nombre d'officiers et aux curés.

CHRONIQUE LOCALE.

L'ACADÉMIE MODERNE CHRÉTIENNE. Les précédents dans cette affaire F. H. Pitchlynn, F. Z. Cantonge, Paul Dunbar et E. Butler, ont comparu hier devant la cour criminelle et ont été déclarés qu'ils n'étaient pas coupables, En conséquence, ils ont été mis en liberté. Le caution, Earnest Alex, rue Bienville, No 15, a signé une caution de $1500 pour Cantonge ; le sénateur A. E. Barker, rue du Canal, a donné la même garantie pour le sénateur Butler ; F. Egan, au coin de la Marigny et Dauphine, a répondu pour Pitchlynn et Paul Dunbar a pour répondant F. C. Antoine, rue d'Hour, a.

SAISIE. — Les autorités de la Douane font saisir un petit lot d'articles appartenant au steamer *Vandalia*, trois caisses de brandy, 30 bouteilles de cigares smoking et un petit lot d'habitudes de cigares qui avaient été enlevés du navire, on ne sait par qui. Ces marchandises n'ont été saisies que parce qu'elles n'étaient pas sur le manifeste.

DUEL. — Un duel a eu lieu hier matin, à environ deux milles au-dessous de la maison de jour, dans la paroisse St-Bernard, entre deux chefs de police de cette paroisse, Philippe Butterel et Joseph Cantrel. Ils se sont battus avec des fusils de chasse, à la distance de 30 pieds. Cantrel a été légèrement blessé à la cuisse. M. Cantrel n'a pas été touché. Ils ont été arrêtés toutefois deux et condamnés par le juge Treas à payer une amende de $1 00.

AUTRE ACCIDENT D'HUILE. Mercredi soir, chez feu T. Delaunay, rue à huile de charbon a fait explosion chez M. Nathaniel Lacoey, rue d'Orléans, No. 886. Mais les flammes n'ont été que momentanément étouffées, il n'en est résulté aucun dommage.

ACCIDENT DE BATEAU A VAPEUR.—Le bateau à vapeur *May Flower*, parti pour la Rivière Rouge, est revenu ce jeudi matin, considérablement endommagé. Une explosion lui avait causé de grave avaries. Heureusement personne n'a été tué. L'accident est arrivé à 100 milles au-dessous de Natchez.

NOUVELLES DE LA PATRIE.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 14 mars—Le contre-amiral Taylor a reçu l'ordre de prendre le commandement de la station de l'Asiatique à la place de [illegible].

On annonce—Le bill concernant par 400 en faveur des frais de guerre a passé.

Le comité de conférence a rapporté au bill pour le St. Louis Bridge pour une [illegible] des chemins de fer.

SÉNAT.—Lecture de la correspondance d'autres documents insignifiants. Discussion du bill qui n'y a rien fait à la loi de 1870 sur le tarif. Cole et Ferry ont parlé dans le même sens. Le bill a été adopté par 36 voix contre 15.

Le rapport de la commission chargée d'examiner le bill pour le pont de St-Louis [illegible] $2,250,000 a été lu et [illegible] dessus.

Le bill [illegible] a été adopté.

Le bill [illegible] a été adopté.

Le bill [illegible] a été adopté